



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le - 5 OCT. 2015

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET

☎ : 04 72 61 37 82

✉ : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 171-8, et R. 512-33 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 février 2013 régissant le fonctionnement des activités de la société MAINTENANCE SERVICE ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 246, allée des Frênes ZAC du Baconnet à MONTAGNY ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 17 août 2015 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 17 août 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 21 février 2013 précité autorise la société MAINTENANCE SERVICE ENVIRONNEMENT à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux au titre de la rubrique 2717-2 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux le 20 juillet 2015, a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société MAINTENANCE SERVICE ENVIRONNEMENT entreposait, dans son établissement, des produits dangereux non autorisés par l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 février 2013 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'exiger de la société MAINTENANCE SERVICE ENVIRONNEMENT qu'elle porte à la connaissance du préfet, l'ensemble des modifications apportées à son établissement, situé 246, allée des Frênes ZAC du Baconnet à MONTAGNY ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture ;

.../...

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société MAINTENANCE SERVICE ENVIRONNEMENT, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, de porter à la connaissance du préfet du Rhône (Direction Départementale de la Protection des Populations du Rhône - Service Protection de l'Environnement - 245, rue Garibaldi 69422 LYON cedex 03), l'ensemble des modifications apportées à son établissement, situé 246, allée des Frênes ZAC du Baconnet à MONTAGNY.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MONTAGNY,
- à l'exploitant.

Lyon, le **- 5 OCT. 2015**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
**Denis BRUEL**